



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 35 du 9 novembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 9 novembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1425
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1425
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1425
Bureau de l'interministérialité.....	1425
Arrêté n° 11.BI.115 du 8 novembre 2011 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour les week-ends du 11 novembre 2011, de Noël 2011 et de Nouvel An 2012.....	1425
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1425
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1425
Arrêté n° 38/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.....	1425
Arrêté n° 50/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.....	1426
Arrêté n° 51/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.....	1427
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1428
SECRETARIAT GENERAL.....	1428
Arrêté n° 2011/DDT/SG/008 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	1428
Arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1430
AUTRES SERVICES.....	1432
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1432
DIRECTION GENERALE.....	1432
Délégation de signature du 2 novembre 2011.....	1432
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	1432
Décision n° 044/11 de délégation de signature en date du 3 octobre 2011.....	1432
Décision n° 045/11 de délégation de signature en date du 3 octobre 2011.....	1433

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté n° 11.BI.115 du 8 novembre 2011 accordant délégation de signature aux agents de permanence pour les week-ends du 11 novembre 2011, de Noël 2011 et de Nouvel An 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire n° 11-316581-D du 1er août 2011 concernant la mise en oeuvre du pouvoir d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules conféré aux préfets au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;

VU la décision d'affectation du 13 février 2006 nommant M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 27 mars 2008 nommant Mme TEJEDO Caroline, attachée, chef du service interministériel de la communication à compter du 1er avril 2008 ;

VU la décision d'affectation du 16 novembre 2009 nommant M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet à compter du 1er décembre 2009 ;

VU la décision du 20 octobre 2011 nommant Mme Corinne PEREZ, attachée, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile à compter du 24 octobre 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
- les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France,
- les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

* Dans le cadre de la permanence du week-end du 11 novembre 2011 :

- du jeudi 10 novembre 2011 à 18h00 au vendredi 11 novembre 2011 à 18h00, à Mme Caroline TEJEDO, chef du service interministériel de la communication,
- du vendredi 11 novembre 2011 à 18h00 au dimanche 13 novembre 2011 à 18h00 à M. Jean-Louis BIOU, chef du bureau du cabinet.

* Dans le cadre de la permanence du week-end de Noël 2011 :

- du jeudi 22 décembre 2011 à 18h00 au vendredi 23 décembre 2011 à 18h00, à M. Pascal SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- du vendredi 23 décembre 2011 à 18h00 au dimanche 25 décembre 2011 à 18h00 à Mme Corinne PEREZ, attachée, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

* Dans le cadre de la permanence du week-end du Nouvel An 2012 :

- du jeudi 29 décembre 2011 à 18h00 au vendredi 30 décembre 2011 à 18h00, à Mme Corinne PEREZ, attachée, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- du vendredi 30 décembre 2011 à 18h00 au dimanche 1er janvier 2012 à 18h00 à M. Jean-Louis BIOU, chef du bureau du cabinet.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, MM. Jean-Louis BIOU et Pascal SEYLLER, Mmes Corinne PEREZ et Caroline TEJEDO sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à la directrice de cabinet, à la directrice des libertés publiques, à la directrice départementale des finances publiques et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 8 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

Arrêté n° 38/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2010-1903 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2010-63 en date du 08 juin 2010 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2011/2841 en date du 25 octobre 2011 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 06 octobre 2011 portant nomination de Mme Marie-France RENZI en qualité de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 14/2011 en date du 18 janvier 2011 est abrogé.

Article 4 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 50/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2011-19 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
VU l'arrêté n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2010-1904 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse ;
VU l'arrêté n° 2010-64 du 8 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/2842 en date du 25 octobre 2011 de la Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI Responsable du pôle politique du Travail, à M. Claude PARMENTELAT Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

BOP 102 : accès et retour à l'emploi

BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi

BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

BOP 223 : tourisme

BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;

- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;

- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Jean DE ZELICOURT, M. Philippe DIDELOT, M. Jean-Marie FRANCOIS ;

- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;

- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;

- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;

- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. François KIFFER.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Philippe RICHARD.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 37/2011 en date 26 août 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 51/2011 du 28 octobre 2011 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-1903 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2011-61 du 3 janvier 2011 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2011/2841 en date du 25 octobre 2011 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI, Responsable du pôle politique du travail, à M. Claude PARMENTELAT, Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. Philippe DIDELOT, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Jean DE ZELICOURT ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI (à compter du 1er septembre 2011) ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER, à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Philippe RICHARD à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 36/2011 en date 26 août 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégataires désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté n° 2011/DDT/SG/008 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le Directeur Départemental des Territoires, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n°904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;
VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n°2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;
VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;
VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :
- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,
- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
 VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle
 VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 4 octobre 2011, nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des foëts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.20 du 27 octobre 2011, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
 VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :
 - * l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
 - * l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint,
 - * la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.
- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :
 - * la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,
 - * la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
- Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie »
- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
 - Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général ;
- à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat, dans la limite de 10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de mission « modernisation - communication » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Danièle HALLY, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Monsieur Christophe MOQUILLON, chargé de l'unité « constructions durables » ;

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000€	Commandes de fournitures
Rolande COULLE	750€	Commandes de fournitures
Chantal ROLIN	Pas de limite	Bons de transport
Christophe BERTIN	1 500€	Commandes informatiques
Daniel LINDINI	1 500€	Commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 200€	Commandes dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 200€	Dépenses du cabinet médical

Article 7 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2011/DDT/SG/007 du 29 août 2011 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 novembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Territoires,
 Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur Départemental des Territoires, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;
VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles, et nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.112 du 27 octobre 2011, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEGHIN, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des numéros A1 a14 et A1 a30 ;

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANDEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 306 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c5 ;

- A5 i1 à A5 i6 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b3 à A4 b21 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, adjointe au responsable du service « habitat » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b3 à A4 b21 ;

- A5 a2 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Pascal CAMPANER, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Danièle HALLY, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Christelle HURNI, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMIN, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 a2, A5 a3 ;

Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité : A1 a0 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité : A1 a0 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5 ;

- A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Françoise LAUNAY, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Denis RUNDSTADLER, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Michèle VIARD, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires transversales et contentieux », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A4 b19 ;

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A6 a1 ;

Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « ressources humaines » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a0 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 à A1 a21, A1 a26 ;

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Madame Audrey DONNOT, chargée de l'unité « performance et gestion financière » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

- par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Philippe SCHOTT BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Philippe SCHOTT, Hervé BOYER, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n°2011/DDT/SG/009 en date du 14 septembre 2011 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 novembre 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRÉ

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE

Délégation de signature du 2 novembre 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Olivier DUBOSC de PESQUIDOUX, Directeur de la Recherche et de l'Innovation, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives, comptables (notamment les factures) et conventionnelles relatives à la gestion de la Direction de la Recherche et de l'Innovation.

Donne délégation secondaire à Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier, pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 novembre 2011

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision n° 044/11 de délégation de signature en date du 3 octobre 2011

Le Directeur,

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs,
VU l'arrêté préfectoral n° 33/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs,
VU le procès verbal de visite de conformité dressé par la Direction Départementale de La Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle en date du 29 septembre 2011,

VU la convention relative à la participation à un service mandataire judiciaire signée le 3 octobre 2011 avec le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port,

VU l'arrêté ministériel du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU directeur d'hôpital hors classe du centre psychothérapique de Nancy,

DECIDE

Article 1er : Dans le respect du cadre fixé par la loi et le mandat confié par l'autorité judiciaire :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Rachid ALLALI, préposé d'établissement du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs du centre psychothérapique de Nancy, à effet de :

- exercer les mesures de protection que lui confie le service après que ce dernier ait été désigné par le juge des Tutelles au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ;
- signer tous les documents administratifs rattachés à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer tous les engagements financiers rattachés à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer les autorisations, notamment médicales, concernant les actes à la personne rattachées à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer toutes correspondances avec les juridictions tutélaires ayant attrait à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer en réception au service et pour le compte du majeur protégé qu'il assiste ou représente de toute notification établie par un officier public et ministériel titulaire d'un office conféré par l'Etat ;
- signer tout acte notarié (vente, donation, testament, acceptation ou renoncement d'une succession) concernant le majeur protégé qu'il assiste ou représente ;
- signer toute acte de saisine d'une autorité judiciaire aux fins de faire valoir en justice les droits du majeur protégé qu'il assiste ou représente ;
- répondre à toute action judiciaire intenté par un tiers contre le majeur protégé qu'il assiste ou représente.

Article 2 : La délégation prend naissance dès l'attribution par le responsable du service de la mesure confiée par le juge des Tutelles.

Elle s'effectue par la remise d'un document récapitulatif, écrit, daté et signé par le responsable du service et le délégataire.

Article 3 : La délégation prend fin :

- par la rupture du contrat de travail ou la cessation d'activité de l'agent ;
- par transfert interne de la mesure entre préposés ;
- au décès du majeur protégé, levée de la mesure de protection ou transfert à un autre mandataire judiciaire à la protection des majeurs, après avoir accompli les démarches nécessaires à la clôture du dossier.

Article 4 : La signature visée à l'article 1 est annexée à la présente décision. Le nom, prénom et fonction du signataire devront précéder sa signature manuscrite.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 3 octobre 2011.
Laxou, le 3 octobre 2011

Le Directeur,
Gilles BAROU

Décision n° 045/11 de délégation de signature en date du 3 octobre 2011

Le Directeur,

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs,
VU l'arrêté préfectoral n° 33/54/10 du 22 décembre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs,
VU le procès verbal de visite de conformité dressé par la Direction Départementale de La Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle en date du 29 septembre 2011,
VU la convention relative à la participation à un service mandataire judiciaire signée le 3 octobre 2011 avec le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port,
VU l'arrêté ministériel du 27 août 2009 nommant Monsieur Gilles BAROU directeur d'hôpital hors classe du centre psychothérapique de Nancy,

D E C I D E

Article 1er : Dans le respect du cadre fixé par la loi et le mandat confié par l'autorité judiciaire :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Luc GAUZELIN, préposé d'établissement du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs du centre psychothérapique de Nancy, à effet de :

- exercer les mesures de protection que lui confie le service après que ce dernier ait été désigné par le juge des Tutelles au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle ;
- signer tous les documents administratifs rattachés à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer tous les engagements financiers rattachés à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer les autorisations, notamment médicales, concernant les actes à la personne rattachées à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer toutes correspondances avec les juridictions tutélaires ayant attrait à l'exercice et au suivi des mesures de protection qui lui sont confiées ;
- signer en réception au service et pour le compte du majeur protégé qu'il assiste ou représente de toute notification établie par un officier public et ministériel titulaire d'un office conféré par l'Etat ;
- signer tout acte notarié (vente, donation, testament, acceptation ou renoncement d'une succession) concernant le majeur protégé qu'il assiste ou représente ;
- signer toute acte de saisine d'une autorité judiciaire aux fins de faire valoir en justice les droits du majeur protégé qu'il assiste ou représente ;
- répondre à toute action judiciaire intenté par un tiers contre le majeur protégé qu'il assiste ou représente.

Article 2 : La délégation prend naissance dès l'attribution par le responsable du service de la mesure confiée par le juge des Tutelles.

Elle s'effectue par la remise d'un document récapitulatif, écrit, daté et signé par le responsable du service et le délégataire.

Article 3 : La délégation prend fin :

- par la rupture du contrat de travail ou la cessation d'activité de l'agent ;
- par transfert interne de la mesure entre préposés ;
- au décès du majeur protégé, levée de la mesure de protection ou transfert à un autre mandataire judiciaire à la protection des majeurs, après avoir accompli les démarches nécessaires à la clôture du dossier.

Article 4 : La signature visée à l'article 1 est annexée à la présente décision. Le nom, prénom et fonction du signataire devront précéder sa signature manuscrite.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 3 octobre 2011.
Laxou, le 3 octobre 2011

Le Directeur,
Gilles BAROU

